

DÉCISIONS MUNICIPALES

Présentées au conseil municipal
Du 14 décembre 2022

| Numéro | Objet |
|---------------------|--|
| DEC 2022_145 | Souscription d'un prêt d'investissement d'un montant de 3 675 000€ auprès de la <i>CRCM PARIS CRÉDIT MUTUEL</i> . |
| DEC 2022_146 | Avenant modificatif n°1 de la convention d'occupation temporaire du domaine public- Ouvrage annexe 2002 P- Square Malleret Joinville – N° 2016CONV637AV01. |

DÉCISION MUNICIPALE N°DEC2022/145

Direction : Finances.

OBJET : Souscription d'un prêt d'investissement d'un montant de 3 675 000 € auprès de la *CRCM PARIS CRÉDIT MUTUEL*.

Madame la Maire de Malakoff,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles ses articles L.2122-7 et 2122-22 ;

Vu la délibération n°2020-19 du 23 mai 2020 par laquelle le conseil municipal a chargé Madame la Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22-3° du code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de contrat de prêt *Privilège Écologie* n°10278 00596 00020036001 à intervenir entre la *CRCM PARIS CRÉDIT MUTUEL*, annexé à la présente décision ;

DÉCIDE,

Article 1 : DE SIGNER le contrat proposé par la *CRCM PARIS CREDIT MUTUEL* dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

| | |
|---------------------------|---|
| Prêteur | CRCM PARIS CREDIT MUTUEL |
| Objet | Souscription à Prêt d'investissement année 2022 |
| Montant du prêt | 3 675 000.00€ |
| Durée | 15 ans |
| Périodicité des échéances | Trimestrielle |
| Taux d'intérêt | 1,10% par an |
| Frais de dossier | 5 000,00 € |
| TEG | 1,12% par an |
| Montant de l'échéance | 66 526,01€ par trimestre |

Article 2 : DE SIGNER l'ensemble de la documentation contractuelle relative au prêt *Privilège Écologie* n°10278 00596 00020036001 à intervenir avec la *CRCM PARIS CREDIT MUTUEL*.

Article 3 : La présente décision sera affichée et inscrite au registre des décisions, publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine et Monsieur le Comptable du SGC de Montrouge.

Arrivée en Préfecture le : 15 novembre 2022

Publiée le : 15 novembre 2022

Exécutoire le : 15 novembre 2022



Fait à Malakoff, le 04 novembre 2022
La Maire de Malakoff,

Jacqueline BELHOMME

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette décision municipale compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

CONTRAT DE PRET

1. INTERVENANTS

1.1. Prêteur

CRCM PARIS CREDIT MUTUEL Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée avec siège social situé 18 RUE DE LA ROCHEFOUCAULD 75009 PARIS et immatriculée au RCS de sous le n° 692043714
SIRET : 69204371400108 - NACE : 6419Z

Ci-après dénommée "le prêteur" ou "la banque"

1.2. Emprunteur

COMMUNE DE MALAKOFF
HOTEL DE VILLE 1 PLACE DU 11 NOVEMBRE 92240 MALAKOFF
Forme juridique : Commune et commune nouvelle
Immatriculée sous le N° 21920046600015

L'emprunteur est représenté aux présentes par son représentant légal (ou toute autre personne déléguée), dûment autorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 23/05/2020 et de la décision du Maire du 22/05/2022..

Ci-après dénommé(e)(s) "l'emprunteur" ou "le débiteur".

2. OBJET

Investissement 2022

3. FINANCEMENT

3.1. PRET PRIVILEGE ECOLOGIE N° 10278 00596 00020036001

3.2. MONTANT DU CREDIT

3.2.1. Montant : 3 675 000,00 EUR (trois millions six cent soixante-quinze mille euros).

Tel qu'il résulte de l'extrait du procès-verbal des délibérations, de l'Arrêté ou de la Décision susvisés, sans que le prêteur puisse être tenu pour responsable de l'affectation des fonds.

Le concours sera retracé sur le compte de prêt numéro 10278 00596 00020036001 ouvert dans les livres du prêteur au nom de l'emprunteur.

3.3. CONDITIONS FINANCIERES

Le prêt est stipulé à taux fixe.

Le prêt est réalisé aux conditions financières suivantes :

Taux d'intérêt : 1,100 % l'an.

Frais de dossier : 5 000,00 EUR
soit un TAUX EFFECTIF GLOBAL par an (article L.313-4 du Code Monétaire et Financier) de 1,12 %
T.E.G. par trimestre de 0,28 %.

Les intérêts sont calculés sur une base de 12 mois normalisés comprenant 30, 41666 jours (c'est-à-dire 365/12) que l'année soit bissextile ou non. sauf si la période de décompte des intérêts est inférieure à 1 mois. Dans ce dernier cas, les intérêts sont calculés sur le nombre exact de jours sur une base annuelle de 365 jours.

3.4. MISE A DISPOSITION

L'emprunteur aura la possibilité de solliciter le décaissement du prêt au fur et à mesure de ses besoins, soit en une seule fois, soit par fractions, au plus tard le 31/12/2022 .

A l'expiration de ce délai. suivant le choix formulé de l'emprunteur :

- soit le solde du prêt sera mis à la disposition de l'emprunteur sur son compte ouvert dans les livres de la banque ou dans les écritures du Comptable Public. selon le statut de l'emprunteur,
- soit le montant du prêt sera réduit à due concurrence. Sauf convention particulière, en cas de non-utilisation totale ou partielle du prêt accordé, une indemnité égale à 7% du montant non utilisé sera due par l'emprunteur au prêteur.

22255

1

Paraphes

REFI K2 0101030001 HI 1410 0063 1172 930 78

JB
M



Toute mise à disposition ne pourra être effectuée qu'à la condition que les déclarations de l'emprunteur figurant aux présentes soient toujours exactes, qu'aucun événement constituant un cas d'exigibilité anticipée prévu aux présentes ne soit survenu et qu'aucun fait ou information modifiant un élément substantiel de l'analyse du risque réalisée par le prêteur ne soit porté à sa connaissance.

3.5. REMBOURSEMENT

L'Emprunteur s'engage à rembourser ce concours en **60 trimestrialités** consécutives de **66 526,01 EUR** chacune calculées sur la base d'un taux d'intérêt débiteur tel que défini à l'article " CONDITIONS FINANCIERES ".

L'amortissement du prêt commencera le **01/12/2022** et la première **trimestrialité** viendra à échéance le **01/12/2022**.

Les intérêts courus de la date de mise à disposition jusqu'au début de l'amortissement feront l'objet d'un décompte séparé, le cas échéant.

Le montant des échéances indiquées ci-dessus contient à la fois l'amortissement du capital et les intérêts.

Tous les paiements devront être constatés dans les livres du Prêteur aux dates convenues et seront effectués par prélèvements SEPA domiciliés sur le compte BDF du comptable public, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

3.5.1. Indemnités de remboursement par anticipation

En cas de remboursement par anticipation de tout ou partie du capital restant dû et par dérogation à toute autre condition ayant pu être fixée par ailleurs, l'emprunteur aura à payer au prêteur une indemnité de remboursement anticipé égale à 5% (cinq pour cent) du montant du capital remboursé par anticipation.

4. GARANTIES

NEANT

5. RETARD

Au cas où un terme de remboursement, en capital et intérêts ou en intérêts seuls, ne serait pas payé intégralement à son échéance, le taux des intérêts sera majoré de plein droit de trois points, sans aucun préavis, jusqu'au remboursement total de la somme due.

6. EXIGIBILITE IMMEDIATE

Les relations cesseront de plein droit si bon semble au prêteur, et il pourra exiger le remboursement de toutes sommes dues par l'emprunteur au titre des présentes, sans dénonciation ou mise en demeure préalable ni aucune formalité judiciaire ou extra-judiciaire, nonobstant les délais et termes fixés, dans les cas ci-après énumérés :

- si l'emprunteur est en retard de plus de trente jours avec un terme contractuel en capital, intérêts ou accessoires,
- si l'emprunteur refuse de communiquer au prêteur les documents comptables qui lui sont demandés,
- en cas de déclarations inexactes de l'emprunteur tant aux présentes que lors de la demande de crédit ou des demandes de décaissement,
- en cas de cessation d'existence de l'emprunteur pour quelque cause que ce soit.

De même, les sommes dues seront de plein droit et immédiatement exigibles si l'emprunteur ou un tiers garant ne respecte pas l'une quelconque des clauses et conditions du présent acte, et cela après mise en demeure infructueuse pendant un délai de quinze jours, contenant intention de se prévaloir d'une des clauses précisées ci-dessus.

Il est entendu que le prêteur ne sera pas tenu de se prévaloir de l'exigibilité dès la survenance du fait générateur et qu'aucune renonciation tacite à l'exigibilité immédiate ne saurait lui être opposée.

En cas de survenance de l'un de ces événements, le prêteur pourra refuser tout décaissement, exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes ou valeurs déposées par l'emprunteur auprès du prêteur.

7. CONDITIONS DIVERSES

- La preuve de la réalisation du crédit ainsi que celle des remboursements et de tout règlement y relatif, résultera des écritures du prêteur.
- Tous les paiements en principal, intérêts et accessoires auront lieu au siège du prêteur, sans frais pour ce dernier ni compensation.
- L'emprunteur prend à sa charge, sans recours contre le prêteur, taxes et autres impôts, dus sur les opérations de crédit, ainsi que tous frais et accessoires occasionnés par la délivrance ou le recouvrement du prêt, présents et futurs.
- Le prêteur ne pourra pas être tenu responsable de l'affectation des fonds.
- L'emprunteur accepte que le prêteur puisse céder sa créance à un tiers.
- L'emprunteur s'engage pendant toute la durée du crédit, à faire le nécessaire, dans le respect de la réglementation, pour disposer des ressources suffisantes à la couverture des charges de l'emprunt.

DELAI DE SIGNATURE ET CADUCITE DES CONDITIONS DU PRET

22255

2

Paraphes

REFI K2 0101030001 HI 1410 0063 1172 930 78

JB
10

Les conditions du crédit ne sont maintenues que si tous les exemplaires du présent acte sont renvoyés dûment paraphés et signés par le mandataire de l'emprunteur, dans les trois mois suivant leur édition et avant expiration du délai prévu à l'article " MISE A DISPOSITION ".

8. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution et l'interprétation du contrat et de ses suites, le prêteur, les emprunteurs et les cautions élisent domicile en leur demeure et siège social respectifs.

Le présent contrat est régi pour sa validité, son interprétation et son exécution par le Droit Français.

Tous les litiges pouvant surgir à propos des crédits seront portés à la connaissance du tribunal du siège du prêteur.

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données à caractère personnel recueillies ci-dessus par la Banque, responsable de traitement, peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé aux fins de respect des conditions d'octroi, de mise en œuvre et de gestion des crédits et garanties associées, de prospection et d'animation commerciale, d'études statistiques, du respect d'obligations réglementaires notamment en matière d'évaluation du risque, de sécurité et de prévention des impayés et de la fraude, de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces traitements sont fondés sur l'exécution du contrat, l'intérêt légitime de la Banque et le respect d'obligations réglementaires.

Elles peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès, de limitation, d'opposition, de rectification, d'effacement et de portabilité. Il est précisé que l'exercice de certains droits peut entraîner au cas par cas pour la Banque, l'impossibilité de fournir la prestation.

Il est précisé également que le traitement des données peut être poursuivi si des dispositions légales ou réglementaires ou si des raisons légitimes imposent à la Banque de conserver ces données.

Pour exercer l'un de ces droits, les personnes physiques dont les données ont été recueillies peuvent écrire à l'adresse suivante :

MONSIEUR LE DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES, 63 chemin Antoine Pardon, 69814 TASSIN CEDEX.

Pour plus d'informations, la politique de protection des données personnelles est accessible aux guichets et sur le site internet de la Banque.

Fait en quatre exemplaires à

Paris

le *12/09/2022*

LE PRETEUR

Cachet social et signatures habilitées (préciser noms et qualités)

Anne BRUNEAU
Chargée d'Affaires
AGENCE DES GRANDS COMPTES ET
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Tél: 01 53 48 21 19
anne.bruneau@creditmutuel.fr

L'EMPRUNTEUR

Cachet social et signatures habilitées (préciser noms et qualités)



FORMALITES DE SIGNATURE

Chaque signataire doit parapher chacune des pages du contrat, signer et dater cette dernière page

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Emprunteur(s) : COMMUNE DE MALAKOFF
 Référence : 102780059600020036001
 Edité le : 12/09/2022

PRET PRIVILEGE ECOLOGIE
 Montant nominal : 3 675 000,00 EUR
 Taux initial : 1,10% fixe
 Durée d'amortissement : 180 mois

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

| | DATE | CAPITAL RESTANT DU EN DEBUT DE PERIODE | CAPITAL AMORTI | INTERETS | ASSURANCE* | TOTAL ECHEANCE |
|----|------------|--|-------------------|-----------|------------|-------------------|
| 1 | 01/12/2022 | 3 675 000,00 | 56 419,76 | 0,00 | 0,00 | 56 419,76 |
| | Total 2022 | | 56 419,76 | 0,00 | 0,00 | 56 419,76 |
| 2 | 01/03/2023 | 3 618 580,24 | 56 574,91 | 9 951,10 | 0,00 | 66 526,01 |
| 3 | 01/06/2023 | 3 562 005,33 | 56 730,50 | 9 795,51 | 0,00 | 66 526,01 |
| 4 | 01/09/2023 | 3 505 274,83 | 56 886,50 | 9 639,51 | 0,00 | 66 526,01 |
| 5 | 01/12/2023 | 3 448 388,33 | 57 042,94 | 9 483,07 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2023 | | 227 234,85 | 38 869,19 | 0,00 | 266 104,04 |
| 6 | 01/03/2024 | 3 391 345,39 | 57 199,81 | 9 326,20 | 0,00 | 66 526,01 |
| 7 | 01/06/2024 | 3 334 145,58 | 57 357,11 | 9 168,90 | 0,00 | 66 526,01 |
| 8 | 01/09/2024 | 3 276 788,47 | 57 514,84 | 9 011,17 | 0,00 | 66 526,01 |
| 9 | 01/12/2024 | 3 219 273,63 | 57 673,01 | 8 853,00 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2024 | | 229 744,77 | 36 359,27 | 0,00 | 266 104,04 |
| 10 | 01/03/2025 | 3 161 600,62 | 57 831,61 | 8 694,40 | 0,00 | 66 526,01 |
| 11 | 01/06/2025 | 3 103 769,01 | 57 990,65 | 8 535,36 | 0,00 | 66 526,01 |
| 12 | 01/09/2025 | 3 045 778,36 | 58 150,12 | 8 375,89 | 0,00 | 66 526,01 |
| 13 | 01/12/2025 | 2 987 628,24 | 58 310,03 | 8 215,98 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2025 | | 232 282,41 | 33 821,63 | 0,00 | 266 104,04 |
| 14 | 01/03/2026 | 2 929 318,21 | 58 470,38 | 8 055,63 | 0,00 | 66 526,01 |
| 15 | 01/06/2026 | 2 870 847,83 | 58 631,18 | 7 894,83 | 0,00 | 66 526,01 |
| 16 | 01/09/2026 | 2 812 216,65 | 58 792,41 | 7 733,60 | 0,00 | 66 526,01 |
| 17 | 01/12/2026 | 2 753 424,24 | 58 954,09 | 7 571,92 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2026 | | 234 848,06 | 31 255,98 | 0,00 | 266 104,04 |
| 18 | 01/03/2027 | 2 694 470,15 | 59 116,22 | 7 409,79 | 0,00 | 66 526,01 |
| 19 | 01/06/2027 | 2 635 353,93 | 59 278,79 | 7 247,22 | 0,00 | 66 526,01 |
| 20 | 01/09/2027 | 2 576 075,14 | 59 441,80 | 7 084,21 | 0,00 | 66 526,01 |
| 21 | 01/12/2027 | 2 516 633,34 | 59 605,27 | 6 920,74 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2027 | | 237 442,08 | 28 661,96 | 0,00 | 266 104,04 |
| 22 | 01/03/2028 | 2 457 028,07 | 59 769,18 | 6 756,83 | 0,00 | 66 526,01 |
| 23 | 01/06/2028 | 2 397 258,89 | 59 933,55 | 6 592,46 | 0,00 | 66 526,01 |
| 24 | 01/09/2028 | 2 337 325,34 | 60 098,37 | 6 427,64 | 0,00 | 66 526,01 |



0101030001

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

| | DATE | CAPITAL RESTANT DU EN DEBUT DE PERIODE | CAPITAL AMORTI | INTERETS | ASSURANCE* | TOTAL ECHEANCE |
|----|------------|--|-------------------|-----------|------------|-------------------|
| 25 | 01/12/2028 | 2 277 226,97 | 60 263,64 | 6 262,37 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2028 | | 240 064,74 | 26 039,30 | 0,00 | 266 104,04 |
| 26 | 01/03/2029 | 2 216 963,33 | 60 429,36 | 6 096,65 | 0,00 | 66 526,01 |
| 27 | 01/06/2029 | 2 156 533,97 | 60 595,54 | 5 930,47 | 0,00 | 66 526,01 |
| 28 | 01/09/2029 | 2 095 938,43 | 60 762,18 | 5 763,83 | 0,00 | 66 526,01 |
| 29 | 01/12/2029 | 2 035 176,25 | 60 929,28 | 5 596,73 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2029 | | 242 716,36 | 23 387,68 | 0,00 | 266 104,04 |
| 30 | 01/03/2030 | 1 974 246,97 | 61 096,83 | 5 429,18 | 0,00 | 66 526,01 |
| 31 | 01/06/2030 | 1 913 150,14 | 61 264,85 | 5 261,16 | 0,00 | 66 526,01 |
| 32 | 01/09/2030 | 1 851 885,29 | 61 433,33 | 5 092,68 | 0,00 | 66 526,01 |
| 33 | 01/12/2030 | 1 790 451,96 | 61 602,27 | 4 923,74 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2030 | | 245 397,28 | 20 706,76 | 0,00 | 266 104,04 |
| 34 | 01/03/2031 | 1 728 849,69 | 61 771,67 | 4 754,34 | 0,00 | 66 526,01 |
| 35 | 01/06/2031 | 1 667 078,02 | 61 941,55 | 4 584,46 | 0,00 | 66 526,01 |
| 36 | 01/09/2031 | 1 605 136,47 | 62 111,88 | 4 414,13 | 0,00 | 66 526,01 |
| 37 | 01/12/2031 | 1 543 024,59 | 62 282,69 | 4 243,32 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2031 | | 248 107,79 | 17 996,25 | 0,00 | 266 104,04 |
| 38 | 01/03/2032 | 1 480 741,90 | 62 453,97 | 4 072,04 | 0,00 | 66 526,01 |
| 39 | 01/06/2032 | 1 418 287,93 | 62 625,72 | 3 900,29 | 0,00 | 66 526,01 |
| 40 | 01/09/2032 | 1 355 662,21 | 62 797,94 | 3 728,07 | 0,00 | 66 526,01 |
| 41 | 01/12/2032 | 1 292 864,27 | 62 970,63 | 3 555,38 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2032 | | 250 848,26 | 15 255,78 | 0,00 | 266 104,04 |
| 42 | 01/03/2033 | 1 229 893,64 | 63 143,80 | 3 382,21 | 0,00 | 66 526,01 |
| 43 | 01/06/2033 | 1 166 749,84 | 63 317,45 | 3 208,56 | 0,00 | 66 526,01 |
| 44 | 01/09/2033 | 1 103 432,39 | 63 491,57 | 3 034,44 | 0,00 | 66 526,01 |
| 45 | 01/12/2033 | 1 039 940,82 | 63 666,17 | 2 859,84 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2033 | | 253 618,99 | 12 485,05 | 0,00 | 266 104,04 |
| 46 | 01/03/2034 | 976 274,65 | 63 841,25 | 2 684,76 | 0,00 | 66 526,01 |
| 47 | 01/06/2034 | 912 433,40 | 64 016,82 | 2 509,19 | 0,00 | 66 526,01 |
| 48 | 01/09/2034 | 848 416,58 | 64 192,86 | 2 333,15 | 0,00 | 66 526,01 |
| 49 | 01/12/2034 | 784 223,72 | 64 369,39 | 2 156,62 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2034 | | 256 420,32 | 9 683,72 | 0,00 | 266 104,04 |
| 50 | 01/03/2035 | 719 854,33 | 64 546,41 | 1 979,60 | 0,00 | 66 526,01 |
| 51 | 01/06/2035 | 655 307,92 | 64 723,91 | 1 802,10 | 0,00 | 66 526,01 |
| 52 | 01/09/2035 | 590 584,01 | 64 901,90 | 1 624,11 | 0,00 | 66 526,01 |
| 53 | 01/12/2035 | 525 682,11 | 65 080,38 | 1 445,63 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2035 | | 259 252,60 | 6 851,44 | 0,00 | 266 104,04 |
| 54 | 01/03/2036 | 460 601,73 | 65 259,36 | 1 266,65 | 0,00 | 66 526,01 |
| 55 | 01/06/2036 | 395 342,37 | 65 438,82 | 1 087,19 | 0,00 | 66 526,01 |
| 56 | 01/09/2036 | 329 903,55 | 65 618,78 | 907,23 | 0,00 | 66 526,01 |

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

| | DATE | CAPITAL RESTANT DU EN DEBUT DE PERIODE | CAPITAL AMORTI | INTERETS | ASSURANCE* | TOTAL ECHEANCE |
|----|------------|--|-------------------|------------|------------|-------------------|
| 57 | 01/12/2036 | 264 284,77 | 65 799,23 | 726,78 | 0,00 | 66 526,01 |
| | Total 2036 | | 262 116,19 | 3 987,85 | 0,00 | 266 104,04 |
| 58 | 01/03/2037 | 198 485,54 | 65 980,17 | 545,84 | 0,00 | 66 526,01 |
| 59 | 01/06/2037 | 132 505,37 | 66 161,62 | 364,39 | 0,00 | 66 526,01 |
| 60 | 01/09/2037 | 66 343,75 | 66 343,75 | 182,45 | 0,00 | 66 526,20 |
| | Total 2037 | | 198 485,54 | 1 092,68 | 0,00 | 199 578,22 |
| | TOTAL | | 3 675 000,00 | 306 454,54 | 0,00 | 3 981 454,54 |

*Dans le cas où l'assurance groupe n'est pas prélevée par le prêteur, l'échéancier de prélèvement des cotisations sera communiqué par l'assureur.

La convention AERAS est destinée à faciliter l'accès à l'assurance et à l'emprunt des personnes présentant un risque de santé aggravé.

Si vous souhaitez plus d'information vous pouvez en parler à votre chargé de clientèle ou téléphoner au n° 0 820 377 377 (service 0,12€/min + prix appel).

DÉCISION MUNICIPALE N°DEC2022/146

Direction : Services techniques.

OBJET : Avenant modificatif n°1 de la convention d'occupation temporaire du domaine public – Ouvrage annexe 2002 P – Square Malleret Joinville – N°2016CONV637AV01.

Madame la Maire de Malakoff,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122.22-5, L.2122-23, L.2131-1 et L.2131-2 ;
- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants, L.2125-1-4°, L.3111-1, R.2122-1 et suivants ;
- Vu** le code des transports, notamment son article L.1241-4 ;
- Vu** la délibération en date du 11 février 2015 par laquelle le conseil du *Syndicat des Transports d'Ile de France* (STIF) a désigné la *Société du Grand Paris* (SGP) maître d'ouvrage de la ligne 15 Est (orange) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal n°2020-19 du 23 mai 2020 relative aux délégations de pouvoir attribués au Maire par le conseil municipal dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités,
- Vu** la décision municipale n°2017-08 relative à la convention temporaire du domaine public entre la ville de Malakoff et la *Société du Grand Paris* pour la parcelle T141 ;
- Vu** la convention de maîtrise d'ouvrage en date du 28 avril 2015 conclue entre le STIF et la SGP ;
- Vu** le projet d'avenant modificatif n°1 de la convention d'occupation précaire et temporaire du domaine public de la ville annexée à la présente décision,

Considérant la réalisation des travaux de l'infrastructure du *Grand Paris Express* et notamment de la ligne 15 Est ;

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il a été nécessaire d'autoriser la *Société du Grand Paris* d'occuper la parcelle T141 du domaine public de la ville de Malakoff ;

Considérant que la convention initiale d'occupation temporaire du domaine public portant sur la parcelle T141 est conclue pour une durée courant jusqu'à la fin de l'année 2022 ;

Considérant que l'évolution du planning des travaux conduit la *Société du Grand Paris* à demander une prolongation de la durée de cette convention jusqu'au 31 décembre 2025 et donc qu'il convient de la prolonger,

Considérant que la *Société du Grand Paris* a acquis une partie de l'emprise par un acte de vente signé le 16 octobre 2018 et donc qu'il convient de modifier l'assiette de l'occupation ;

DÉCIDE,

Article 1^{er} : DE SIGNER l'avenant modificatif n°1 de la convention d'occupation précaire et temporaire conclue entre la ville et la *Société du Grand Paris* relative à la mise à disposition d'un terrain nécessaire à la réalisation de l'ouvrage annexe OA 2002P Square Malleret de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express, annexé à la présente décision.

Article 2 : La présente décision sera affichée, notifiée à la société intéressée, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Arrivés en Préfecture le : 15 Novembre 2022.....

Publiée le : 15 Novembre 2022.....

Exécutoire le : 15 Novembre 2022.....



Fait à Malakoff, le 14 novembre 2022

La Maire de Malakoff,

Jacqueline BELHOMME

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette décision municipale compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Convention d'occupation temporaire du domaine public.
Ouvrage annexe 2002 P-Square Malleret Joinville.
N°2016CONV637AV01

Avenant n°1

Entre :

La **ville de Malakoff**, collectivité locale, élisant domicile en l'Hôtel de ville de Malakoff, Place du 11 novembre 1918, BP 92243 MALAKOFF CEDEX.

Représentée par madame Jacqueline BELHOMME, en sa qualité de Maire,

Ci-après dénommée « *la ville de Malakoff* » ou « *le Propriétaire* »

et

La **Société du Grand Paris**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est Immeuble *Le Moods*, 2-4, mail de la Petite Espagne à 93200 Saint Denis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny et identifiée sous le numéro SIREN 525 046 017,

Représentée par le président de son directoire en exercice,

Ci-après dénommée « *la SGP* » ou « *l'Occupant* »

La Société du Grand Paris et la ville de Malakoff étant dénommées ci-après collectivement « *les Parties* » et individuellement « *une Partie* ».

IL A ETE PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT

Par une convention d'occupation temporaire n°2016CONV637 en date du 24 mars 2017, la ville de Malakoff a mis à disposition de la SGP un terrain d'une superficie de 860 m² situé sur la parcelle cadastrée T141 au Boulevard du Colonel Fabien, rue du Général Malleret Joinville à Malakoff.

Ce terrain est occupé par la SGP pour :

- Implanter les installations de chantier ;
- Réaliser les travaux d'infrastructure de l'ouvrage annexe 2002P Square Malleret Joinville de la ligne 15 Sud ;
- Tous évènements de communication, avec accueil du public le cas échéant, sous la responsabilité de l'Occupant et sous réserve des déclarations nécessaires (déclaration en préfecture, Pompiers ou autres) ;

nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage Annexe OA 2002P Square Malleret de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express (GPE), propriété de la SGP.

La convention était initialement conclue pour une durée allant jusqu'à la fin 2022. Toutefois, l'évolution du planning des travaux a conduit la SGP à demander au Propriétaire une prolongation de la durée de la convention jusqu'au 31 Décembre 2025.

Par ailleurs, du fait de l'acquisition d'une partie de l'emprise occupée par un acte de vente signé le 16 octobre 2018 (parcelle T212), l'emprise mise à disposition de la SGP doit être revue à la baisse en prorata de l'emprise acquise.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées pour conclure le présent avenant, afin de prolonger la durée de la convention et de modifier l'assiette de l'occupation.

Le présent avenant vient modifier l'article 3 « Désignation du bien objet de l'occupation » et l'article 4.1 « Durée de la convention » de la convention d'occupation temporaire n°2016CONV637.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- Modifier l'assiette de l'occupation,
- Prolonger la durée de la convention.

ARTICLE 2. MODIFICATION DE L'ASSIETTE DE L'OCCUPATION :

L'article 3 de la convention 2016CONV637 « Désignation du bien objet de l'occupation » est modifié comme suit :

« Le bien objet de la présente convention est situé sur la commune de Malakoff dans le département des Hauts de Seine.

Cadastré :

| <i>Section</i> | <i>N°</i> | <i>Lieudit</i> | <i>Surface (m²)</i> | <i>Surface Occupée (m²)</i> |
|----------------|------------|-----------------------------|--------------------------------|--|
| <i>T</i> | <i>213</i> | <i>BD du Colonel Fabien</i> | <i>188</i> | <i>188</i> |
| <i>T</i> | <i>214</i> | <i>BD du Colonel Fabien</i> | <i>8</i> | <i>8</i> |

L'accès au terrain se fait exclusivement depuis l'espace public, depuis le boulevard du Colonel Fabien.

Le plan du bien faisant l'objet de cette occupation est annexé à la présente convention. »

ARTICLE 3. MODIFICATION DE LA DUREE

L'article 4.1 de la convention 2016CONV637 « Durée de la convention » est modifié comme suit :

« La présente convention prend effet après signature des deux Parties et à compter du jour de la mise à disposition de l'emprise au profit de l'entreprise titulaire du marché public de travaux passé par la Société du Grand Paris. Elle est consentie jusqu'au 31 décembre 2025, mais l'Occupant peut solliciter sa résiliation anticipée dans les conditions prévues à l'article 11.3. »

ARTICLE 4. AUTRES STIPULATIONS


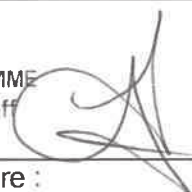
Les autres stipulations de la convention restent inchangées.

Le présent avenant forme avec la convention et ses annexes un tout indivisible.

ARTICLE 5. ENTREE EN VIGUEUR DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

| | |
|--|--|
| A, le | A Saint-Denis, le |
|  <p>Pour la ville de Malakoff Jacqueline BELHOMME Maire de Malakoff</p>  | <p>Pour la Société du Grand Paris Pour le Président du Directoire et par délégation,</p> |
| Nom et qualité du signataire : | <p>Nom et qualité du signataire :</p> <p>SIMIONI David - Chef de projet</p> |



Annexe 1 : plan du bien objet de l'occupation.

